



Strengthening Africa's Economic Performance

BRENTHURST- DOCUMENTS DE DISCUSSION 2/2009

Le Consensus du Lac Kivu

UN PROGRAMME POUR UNE AFRIQUE COMPÉTITIVE

SOMMAIRE

DIX STRATÉGIES POUR AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ DE L'AFRIQUE

Le Consensus du Lac Kivu est le fruit d'un débat lancé lors de deux réunions en Italie et au Rwanda en 2008, identifiant la compétitivité comme l'élément crucial dans une *stratégie africaine* visant l'augmentation de l'emploi et de la prospérité. La crise économique mondiale et la bulle démographique de l'Afrique rendent la tâche d'autant plus urgente.

La compétitivité est définie ici comme la capacité de maintenir un environnement dans lequel les entreprises peuvent produire, d'une façon rentable, des biens et des services payés par le marché.

Le document propose des actions que les états africains peuvent prendre, en collaboration avec le secteur privé, les ONG et les donateurs d'aide, en vue d'améliorer la compétitivité économique du continent :

- 1) **Équilibrer les réformes** : Ne pas seulement se concentrer sur les réformes *macro-économiques* (rectitude budgétaire, politique monétaire et commerciale par exemple) mais également sur les réformes *micro-économiques*, surtout les politiques relatives aux impôts et dépenses publiques, à la facilité d'entrée et de sorties des entreprises et aux autres régimes de réglementation.
- 2) **Réduire les Coûts, les Obstacles et les Incertitudes** : Supprimer les goulets d'étranglement bureaucratiques, investir dans les infrastructures et les compétences et assurer la règle de droit sont les responsabilités clés d'un gouvernement. Les pays qui n'investissent pas également dans la santé et l'éducation ou ne protègent pas l'environnement naturel ne resteront pas compétitifs à long terme.
- 3) **Repérer** : Développer des repères pour la compétitivité comme moyen permettant de comparer et de réduire les coûts de faire des affaires.
- 4) **Différencier** : Alors que quelques défis de l'Afrique sont à l'échelle du continent – taux de croissance liés aux prix des matières premières, coûts de services publics élevés, l'absence d'infrastructure, un faible niveau de compétences de base ainsi qu'un boom démographique – la présence de différentes sortes d'états, des réformateurs aux états voués à l'échec et des riches en pétroles aux faibles en ressources, exige que les stratégies pour la compétitivité soient adaptées aux circonstances particulières de chaque pays.
- 5) **Se Faire Concurrence pour l'Investissement, pas pour l'Aide** : Le gouvernement doit allouer plus de temps à la concurrence pour l'investissement et non pas à la négociation des paquets d'aide. Créer des guichets uniques et simplifier les procédures pour les investisseurs, pas pour les bailleurs de fonds.
- 6) **Développer des Codes de Conduite** : Adopter des codes de conduite pour les entreprises et les ONG. Aussi, viser à réduire la lourde réglementation applicable aux entreprises et assurer la prévisibilité au niveau des ajustements réglementaires et de la politique fiscale.
- 7) **Dissocier les Réformes Internes de l'Aide** : Les gouvernements africains ne doivent pas faire dépendre leurs propres réformes économiques de la disponibilité de l'aide. Par exemple, dans la réforme des capacités commerciales et du climat des affaires, les pays peuvent obtenir un montant énorme par eux-mêmes parce que les ingrédients clés sont le leadership et la gestion de projet, pas l'argent.
- 8) **Maintenir les Dépenses Clés** : Travailler avec des institutions financières internationales afin d'assurer que les dépenses publiques qui sont essentielles pour le progrès économiques ne sont pas limitées.
- 9) **Assurer la Compétitivité de la Monnaie** : Se prémunir contre le «Syndrome Hollandais» et assurer un taux de change compétitif.
- 10) **Construire des Coalitions de Croissance** : Développer un consensus national sur la nécessité de la réforme économique, l'importance de taux de croissance élevés pour réduire la pauvreté et l'intégration du pays dans l'économie mondiale.

Les pays africains qui adoptent ces actions non seulement deviennent beaucoup plus compétitifs mais connaissent également d'importantes réductions de la pauvreté.

INTRODUCTION : UN DÉFI DURABLE

Aujourd'hui, la seule façon dont un pays peut subir une véritable injustice de l'économie mondiale c'est d'en être exclu. Réformer pour la compétitivité a ainsi émergé comme une priorité africaine prépondérante. Il n'existe pas *une seule* voie vers une économie compétitive. Mais tous les pays qui aspirent à un avenir au-delà de l'aide doivent diagnostiquer et corriger les lacunes qui limitent leur participation dans le commerce mondial.

La tâche qui consiste à rendre les économies africaines plus compétitives n'a jamais été plus urgente. Les prix élevés des produits de base qui avaient maintenus les taux de croissance à 5% par an au cours des dernières années sont en forte baisse. Comme les recettes du gouvernement dans les pays industrialisés se contractent, il y aura un déclin dans les flux d'aide aux gouvernements africains. Il y aura aussi une réduction des envois de fonds des Africains à l'étranger, une source importante de bien-être et d'investissement.

Ces réalités soulignent l'importance d'ajouter plus de valeur aux exportations africaines, de faire des investissements publics dans les compétences et les institutions et de changer les mentalités afin de permettre à l'Afrique de participer pleinement à l'économie mondiale. Ce qui précède exige la construction de coalitions de croissance économique tout autour du continent, de sorte que le potentiel du secteur privé en tant que force de bien social soit mieux compris par les décideurs politiques, les faiseurs d'opinion et les groupes africains de la société civile.

Les pressions internes sont également en train de créer une dynamique d'action et de changement. D'ici 2025, un jeune sur quatre dans le monde entier sera de l'Afrique subsaharienne, constituant 40 pour cent de la population d'Afrique en âge de travailler et 60 pour cent de ses chômeurs. Les mauvaises conditions de vie et services de base, associés à une inégalité élevée des richesses de l'Afrique créent une forte probabilité de déstabilisation sociale. La marginalisation économique des femmes africaines contraint davantage le développement. Si leurs talents sont complètement déchaînés, les femmes et les jeunes de l'Afrique formeront un très puissant moteur de changement positif pour le continent ; s'ils sont négligés, leur sort pourrait être un catalyseur pour la déstabilisation sociale et politique.

LE CONSENSUS DE WASHINGTON

John Williamson a inventé l'expression « Consensus de Washington ». Il a initialement présenté dix domaines pour la réforme de ce que nombreux dans les institutions financières internationales de Washington croyaient que l'Amérique latine (pas tous les pays) devaient entreprendre à partir de 1989 (mais pas à tous les temps). Ceux-là comprenaient la discipline fiscale, la réforme fiscale, la libéralisation des taux d'intérêt, le maintien d'un taux de change compétitif, la libéralisation commerciale et la privatisation.

Williamson a soutenu que les « trois grandes idées » qui sous-tendent ce « Consensus » sont : la discipline macro-économique ; une économie du marché et une ouverture au monde concernant le commerce et l'investissement.

Pendant les 25 dernières années, le programme africain des réformes était motivé par les priorités des donateurs. Les recommandations politiques étaient étroitement façonnées à ce qu'on appelle le « Consensus de Washington », qui mettait l'accent sur la discipline macro-économique (que l'Afrique a principalement maintenue) avec, surtout, la libéralisation du marché (qu'elle a principalement évitée). Le débat a ensuite évolué vers une concentration sur la gouvernance et les institutions d'une part, incarnée par le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), et vers de grands investissements publics dans le « capital humain » d'autre part, comme prévu bien en évidence dans les Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations

Unies. Plus récemment, l'Afrique a observé le record de croissance spectaculaire de la Chine et demandé s'il y avait un « Consensus de Beijing » qui pourrait servir d'alternative.

Au-dessus du vacarme, l'Afrique a du mal à articuler un programme de réformes par elle-même. Les perpétuelles crises économiques et de sécurité ont aggravé la faiblesse des gouvernements africains et ont rendu plus difficiles l'élaboration et la mise en œuvre des réformes. A quelques exceptions près, de robustes électorats nationaux favorables à la réforme doivent encore émerger partout sur le continent.

Le processus qui a abouti à ce Consensus a commencé à partir du principe qu'une compétitivité améliorée de l'Afrique est vitale pour le développement. Le défi n'était pas tant de plaider en faveur de cet impératif que d'expliquer ce qui doit être fait pour y parvenir.

Le Consensus est le résultat d'une collaboration entre la Fondation Brenthurst, l'African Economic Research Consortium, la Business Leadership South Africa et la Konrad-Adenauer-Stiftung. Le processus a rassemblé des gens d'affaires, des décideurs politiques, des journalistes, des universitaires et des directeurs de réflexions lors de réunions tenues à Villa La Collina à Adenabbia, en Italie, les 26-28 mai 2008, et sur les rives du Lac Kivu à Gisenyi, au Rwanda, les 14-15 décembre 2008. Une liste des participants peut être consultée dans l'annexe.

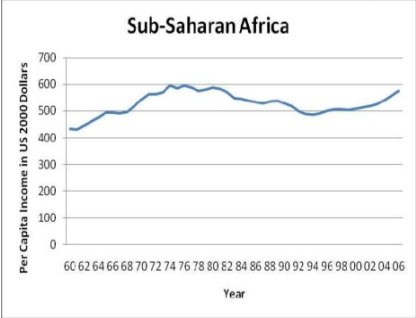
LE DÉFI DE LA COMPÉTITIVITÉ AFRICAINE

Le principal problème qui affecte le développement de l'Afrique est le degré de difficulté d'y entreprendre des affaires. L'Afrique est le continent le moins favorable aux affaires selon l'enquête annuelle *Doing Business* de la Banque mondiale. Les pays africains arrivent, en moyenne, en 136^e position, à comparer avec la 87^e position des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. Assurer l'avenir de l'Afrique dépend de l'élimination des barrières qui réduisent la compétitivité dans le secteur privé – en particulier celles occasionnées par les interventions mal-conçues du gouvernement.

L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE

Alors qu'il est difficile de généraliser sur quarante-huit pays, l'histoire économique post coloniale de l'Afrique sub-saharienne peut être divisée en trois phases. Dans les années 1960, les économies africaines étaient en expansion, alimentées par les prix élevés des ressources naturelles. Les revenus par habitant ont probablement atteint leur maximum au milieu des années 1970.

Cela a été suivi d'une période de déclin qui a duré jusqu'au milieu des années 1990, provoquée par le choc pétrolier, les prix plus bas des matières premières et les multiples distorsions économiques introduites par une mauvaise politique du gouvernement. Durant les quinze dernières années, les taux de croissance africaine sont remontés, sous l'impulsion de la réforme économique et du renouvellement de la demande pour les ressources naturelles du continent. Cependant aujourd'hui, en moyenne, le revenu par habitant en Afrique est encore plus bas qu'il l'était au milieu des années 1970.



Year	Per Capita Income (US 2000 Dollars)
1960	400
1962	450
1964	480
1966	500
1968	550
1970	580
1972	580
1974	580
1976	580
1978	550
1980	520
1982	500
1984	480
1986	470
1988	460
1990	450
1992	450
1994	450
1996	450
1998	450
2000	450
2002	450
2004	480
2006	550

La compétitivité d'un pays est la capacité de maintenir un environnement dans lequel les entreprises peuvent produire, d'une façon rentable, des biens et des services payés par le marché. Supprimer les goulets d'étranglement bureaucratiques, investir dans les infrastructures et les compétences et assurer l'autorité de la loi sont les responsabilités clés d'un gouvernement. Evidemment, les pays qui n'investissent pas également dans la

santé et l'éducation ou ne protègent pas l'environnement naturel ne resteront pas compétitifs à long terme.

Il y a eu deux changements importants en Afrique permettant de mettre l'accent sur la compétitivité. Premièrement, la démocratie est plus étendue que jamais depuis l'indépendance. Deuxièmement, l'Afrique a récemment bénéficié d'une demi-décennie de croissance économique, réduisant la résistance aux réformes du marché.

La démocratie est importante en elle-même, mais elle améliore également la performance économique et sociale. Une recherche récente révèle qu'au cours des deux dernières décennies, seulement 8 des 65 autocraties ont enregistré une croissance, alors qu'au moins un tiers de ce nombre total a enregistré au moins une année de contraction économique aigüe. Parmi les pays en développement en dehors de l'Asie de l'Est, entre 1960 et 2003, les démocraties ont développé leurs économies 50 pour cent plus rapidement que les autocraties.

Les démocraties réduisent les coûts en évitant les conflits, en améliorant l'examen public des dépenses du gouvernement et en rendant le gouvernement plus réceptif. Les démocraties font mieux quant à la création des « institutions de redevabilité » qui appliquent l'autorité de la loi, vérifient le pouvoir exécutif, dissuadent la corruption et séparent l'allégeance politique de l'opportunité publique.

En particulier, les démocraties peuvent être plus capables de *soutenir* le genre de consensus politique sur la réforme qui distingue les réformateurs accomplis des échecs stagnants. La première raison pour laquelle l'Afrique est devenue plus pauvre depuis l'indépendance ne réside pas dans les mauvais conseils qu'elle a eue, mais dans le fait que peu de pays ont été en mesure d'engendrer un consensus politique national portant sur la réforme et la croissance du secteur privé. Les réformes importantes sont politiquement douloureuses parce qu'elles imposent à l'état de renoncer au pouvoir au bénéfice du marché et du secteur privé et parce qu'elles contestent le statut protégé de monopoles politiquement connectés.

MEXIQUE : SÉQUENCER LA RÉFORME, TRAITER LES DROITS ACQUIS

Le Mexique a fait une transformation remarquable au cours du dernier quart de siècle, évoluant d'un pays ayant une économie et un système politique fermés à une démocratie viable ayant une monnaie stable et, si peu brillante, une croissance économique et une formation de capital consistantes le classant comme l'une des 15 meilleures économies du monde. En 1994, le Mexique a commencé son intégration économique avec les Etats-Unis et le Canada avec l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). En 2000, Vicente Fox a été élu comme président et a mis fin au monopole sur le pouvoir dont jouissait le Parti révolutionnaire institutionnel ou PRI. En 2007, les Mexicains vivant à l'étranger, surtout aux Etats-Unis et au Canada, ont envoyé à leur pays d'origine une somme étonnante de 24 milliards de dollars. Ces envois de fonds sont devenus la plus grande source de revenus étrangers, qui alimentent l'excédent commercial du pays – avec autant de dollars à venir, le peso reste une monnaie forte et stable.

Dans le processus d'adoption de changements structurels à l'économie et au système politique mexicains, les gouvernements ont opté, au cours des 20 dernières années, pour une approche à deux volets. Premièrement était la décision d'ouvrir l'économie en rejoignant le système mondial du commerce (le GATT et l'OMC plus tard), en négociant des accords de libre-échange avec ses principaux partenaires commerciaux et en rejoignant l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le forum de la Coopération économique des pays d'Asie-Pacifique (CEAP) ainsi que d'autres partenariats mondiaux. En même temps, des changements structurels de base dans les lois de propriété intellectuelle, le système judiciaire, le régime foncier, les règles électorales et la réforme fiscale ont posé les bases d'un pays plus compétitif ouvert à l'investissement étranger direct et à un système commercial mondialisé. La dernière étape consistait en une législation visant à garantir la transparence et la bonne gouvernance dans le secteur public et les partenariats publics/privés pour les investissements dans l'infrastructure. Tous ces changements fondamentaux dans l'économie et le système politique mexicains ont donné au pays les instruments nécessaires pour la concurrence, non seulement avec ses voisins immédiats en Amérique du Nord et latine, mais également avec l'Europe et l'Asie.

Ce travail politique interne est le cœur de l'insaisissable idée de la « propriété », qui est fréquemment identifiée comme la condition *sine qua non* du succès du développement. Les étrangers ne peuvent pas la fabriquer et aucun pays ne peut réussir sans elle.

LE SALVADOR : DÉVELOPPEMENT LOIN D'UNE RÉPUBLIQUE BANANIÈRE

Le Salvador montre comment le passé n'est pas prologue. Il est possible de faire face à une histoire violente, une forte polarisation politique, une répartition déséquilibrée des richesses, des taux de criminalité élevés, une dépendance de l'agriculture et une déforestation. Il est également possible de transformer la localisation régionale en avantage stratégique.

La guerre civile a fait 75,000 morts et coûté 5 milliards de dollars. Le PIB a chuté de 20 pour cent, mais il a précipité les réformes politiques et économiques suite à l'accord de paix de 1992, dans lequel l'attachement à la démocratie est un pilier essentiel dans le processus de reconstruction. Depuis lors, Le Salvador a suivi avec diligence les prescriptions habituelles de réforme économique dont la privatisation, la réforme fiscale, la dollarisation de 2001 et la libéralisation des échanges. L'Accord de libre-échange d'Amérique centrale a commencé à produire des résultats, éliminant toutes les barrières tarifaires et de l'investissement avec les EU et les cinq états d'Amérique centrale.

La croissance annuelle du PIB du Salvador a récemment augmenté à près de cinq pour cent après plusieurs années de blocage à 1,5 pour cent. Le gouvernement a saisi des projets clés afin d'atteindre des taux de croissance plus élevés. San Salvador est vite devenu le hub du transport aérien régional, unissant l'Amérique du nord et du sud à l'Amérique centrale. L'agence de promotion des investissements du Salvador a réussi à cibler des industries de haute technologie, dont Dell qui a créé un centre d'appels anglais-espagnol de back-office. Aussi, le secteur financier dans son ensemble a-t-il été vendu à des banques internationales de première classe et plusieurs investisseurs européens et américains ont-ils acheté des entreprises stratégiques telles que la brasserie, le ciment, les fonds de pension, les compagnies d'assurance et plusieurs autres, investissant plus de 3 milliards de dollars depuis 2005.

Le Salvador a eu peu d'option dans la formulation de ses propres plans pour un avenir plus brillant, montrant que, au-dessus de tout, le salut doit venir de l'intérieur. Ceci devrait encourager ces états africains émergeant d'un conflit avec peu d'options de développement apparentes autre que l'augmentation de l'aide. Si Le Salvador déchiré par les conflits peut le faire, pourquoi eux ne pourraient-ils pas ?

Heureusement, il existe aujourd'hui en Afrique plus d'ouverture aux réformes économiques. Certains des débats les plus importants – dont les débats sur le besoin d'un taux de change compétitif, l'importance du secteur privé et la relation entre l'état et le marché – deviennent moins controversés même s'ils ne sont pas encore complètement résolus.

Néanmoins, ayant fait des choix difficiles, certains pays africains voient les avantages sous forme d'importants nouveaux investissements nationaux et étrangers. Plusieurs autres à travers le continent sont maintenant en train de mettre ces éléments en place.

L'ÂGE GÉORGIEN

Depuis sa Révolution des Roses en 2003, la Géorgie est devenue un réformateur modèle, construit en profitant de l'augmentation des libertés et de l'amélioration de la compétitivité, y compris la privatisation de milliers d'industries appartenant à l'Etat, le passage à un impôt à taux unique sur les sociétés de 15 pour cent (en baisse par rapport à 47 pour cent), la suppression des impôts sur les gains en capital, intérêts et dividendes, entraînant des recettes du gouvernement supérieures de façon spectaculaire. Les marchés de la Géorgie sont parmi les plus ouverts dans le monde (par exemple, les droits à l'importation de la Géorgie sont comparables à ceux du Singapour et de Hong Kong – deux pays que la Géorgie a pris comme modèle lors de la réécriture de ses lois).

En réduisant le nombre de licences, de permis et d'autorisations requis pour les processus de la construction et du commerce, et en obligeant le gouvernement à répondre à chaque demande dans un certain délai (d'habitude deux semaines), la Géorgie a obtenu une baisse historique des niveaux de corruption.

L'objectif du gouvernement a été d'assurer l'environnement dans lequel les affaires pourraient prospérer, plutôt que de promouvoir n'importe quels secteurs particuliers. Ainsi, la croissance n'est pas seulement provenue des services comme le tourisme, mais de domaines inattendus tels que les greffes de cheveux

pour le marché de la Corée du Sud.

La Géorgie est également le modèle de la liberté économique, prenant en général unilatéralement des mesures de réforme spectaculaires et ignorant les conséquences qui d'habitude dissuadent les pays de le faire. Elle a supprimé les visas et permis de travail requis des citoyens de 50 pays. Elle reconnaît les réglementations techniques et les inspections de la qualité de la plupart des pays de l'OCDE et de l'UE, éliminant la nécessité de la répétition des certifications géorgiennes. Elle utilise également ce « profilage » dans la réglementation financière.

La Géorgie était le meilleur réformateur dans le monde entier en 2007 en terme de facilité de faire des affaires, selon la Banque mondiale, passant de la 112^{ème} à la 37^{ème} place en une seule année, le plus grand progrès jamais réalisé, et à la 18^{ème} (sur 178 pays) en 2008. Le nombre de licences nécessaires pour faire des affaires a diminué d'environ dix fois. Entre 2000-05, selon la Banque mondiale, elle a fait la plus grande réduction de la corruption parmi tous les pays en transition. Comme résultat de plusieurs années d'une croissance économique de 10 pour cent, la pauvreté parmi les 4,5 millions de citoyens dans le pays a baissé d'une façon spectaculaire de 54 pour cent en 2001 à 34 pour cent en 2006. Alors que l'économie a souffert des deux chocs de la guerre d'août 2008 avec la Russie et de la crise économique mondiale concomitante, les bases pour une prospérité à long terme persistent. En effet, la Géorgie est l'un des rares pays dans le monde qui s'attend à jouir d'un *excédent* budgétaire en 2009.

Les leçons pour les autres, selon l'ex-Premier Ministre Lado Gurgenidze, sont simples : « Avoir des impôts à taux unique, sans contrôles de la monnaie ou des capitaux, une flexibilité totale des marchés de travail, éliminer les formalités administratives, montrer une tolérance zéro face à la corruption et assurer la protection pour les investisseurs ». Il y a moins de risque dans ces mesures que dans le développement de la peur des pays, et beaucoup à gagner.

Les pays en développement – y compris l'Inde et le Mexique autrefois totalement défaits – montrent comment la réforme aboutit à la croissance et à une nouvelle opportunité pour les plus démunis. Cela doit inspirer l'Afrique, mais c'est également un avertissement que l'Afrique est à la traîne du reste des pays en développement. Les stratégies de développement menées par d'autres pays pauvres pourraient en effet fermer certaines voies à la croissance africaine, bien que de nouvelles opportunités puissent être créées dans le processus.

L'INDE : ÉCHAPPER A UN TAUX DE CROISSANCE « HINDOU »

Selon le mythe, l'économie de l'Inde était enlisée dans un taux de croissance « Hindou » immuable sous-optimal de 3,5 pour cent, jusqu'à ce qu'il ait éclaté avec l'aide des réformes économiques répandues dans le monde en 1991. Au moment même où la thèse du taux de croissance hindou a été prolongée en 1980, l'Inde était déjà passée d'une croissance annuelle du PIB de 3,5 pour cent à plus de 5,5 pour cent, aidée par une augmentation substantielle du niveau de l'épargne et de l'investissement dans l'économie de près de 25 pour cent du PIB (de 10 pour cent au moment de l'indépendance de la domination britannique en 1947). Malgré les réformes introduites en 1991, l'Inde est restée à moins de 6 pour cent de croissance annuelle jusqu'aux cinq dernières années (2003-08), qui ont témoigné d'un bond de 8,8 pour cent et l'ont rendue l'économie en croissance la plus rapide du monde après la Chine – aidée par une nouvelle augmentation des niveaux d'épargne et d'investissement d'environ 35 pour cent du PIB.

La réforme n'a pas commencé en 1990. Elle avait commencé dix ans plus tôt lorsque le système envahissant des contrôles exercés par l'état sur l'industrie et l'entreprise a commencé à devenir lentement désenchaîné. Les bases de la réussite ont été posées d'aussi loin que dans les années 1960, à travers la mise en place d'institutions d'élite d'un enseignement supérieur en technologie et en gestion, et le début de la Révolution Verte qui avait stimulé la productivité agricole mettant fin aux pénuries alimentaires. Par ailleurs, la classe moyenne indienne n'a pas soudain émergé de nulle part. Elle a grandi en étapes lentes jusqu'à (du point de vue de la taille du marché) ce qu'elle eût atteint une masse critique au milieu des années 1980.

L'intégration commerciale permet aux pays de profiter de biens ou de services à des prix plus bas. Les pays en développement qui s'ouvrent plus à l'économie mondiale connaissent une croissance plus rapide. Cela ne veut pas dire que l'intégration réduit l'inégalité ; en effet, elle peut agrandir le grand écart de revenu. Cependant, le commerce mondial favorise les secteurs intérieurs les plus en abondance – main d'œuvre, matières premières, terre ou capital – et l'Afrique est dotée des trois premiers. Il n'est pas dans l'intérêt de l'Afrique d'adopter des politiques protectionnistes, mais il

existe des moyens pour les gouvernements pour soutenir les industries naissantes et atténuer l'impact des inégalités de revenus.

VIETNAM : REDRESSEMENT DES FONDEMENTS ECONOMIQUES

Après la fin de la guerre en 1975, le Vietnam était un cas économique désespéré dont l'exportation la plus connue était celle des réfugiés fuyant ses rives en masse. Depuis que le gouvernement a adopté le *doi moi* (« innovation ») à partir de 1986, abandonnant la collectivisation agricole en faveur de la propriété privée, la transformation fut considérable. En effet, un grand nombre des « boat people » retournaient pour tirer profit de l'avenir prometteur du Vietnam.

Lorsque l'Union Soviétique effondré a retiré ses dernières subventions au milieu des années 1980, le Vietnam, autrefois l'un des plus grands exportateurs de riz dans le monde, s'est trouvé obligé d'importer plus de 1,5 millions de tonnes de riz par an rien que pour conjurer la famine de masse. La crise a donné aux réformateurs au sein du Parti Communiste au pouvoir la possibilité de gagner le soutien politique pour une transition de l'économie planifiée en récession à l'économie du marché. Les politiques initiales ont permis la décentralisation de la gestion économique de l'état, permettant l'autonomie locale des industries ; le remplacement des mesures administratives par des mécanismes économiques, y compris une politique monétaire orientée vers le marché qui a aidé à contrôler l'inflation ; l'adoption de politiques orientées vers l'extérieur dans les relations économiques externes, y compris le fait de permettre aux taux de change et d'intérêt de répondre aux conditions du marché ; l'établissement de politiques agricoles qui ont tenu compte des droits d'utilisation des terres à long terme, encourageant les investissements ; la dépendance du secteur privé comme moteur de la croissance économique et la permission à l'état et aux industries privées de traiter directement avec des partenaires étrangers pour les importations et les exportations. Des réformes *doi moi* ultérieures ont inclus la révision de la loi sur l'investissement étranger ; l'élimination virtuelle de toutes les subventions directes et régimes de contrôle des prix ; l'ouverture du secteur bancaire à la participation étrangère ; la création de zones franches d'exportation qui ont permis 100 pour cent de propriété étrangère ; le démantèlement de la plupart des bureaucraties de planification centrale et le retour des entreprises confisquées ou nationalisées après l'unification en 1975 à leurs anciens propriétaires et à leurs héritiers à condition qu'ils investissent dans les entreprises.

Comme résultat direct de ces réformes, le Vietnam est aujourd'hui le deuxième plus grand exportateur de riz du monde et son deuxième plus grand producteur de café ainsi que le plus grand exportateur de robustas. Au cours de la dernière décennie, la croissance économique annuelle a été de 7,5 pour cent en moyenne, alimentée par des fabricants allant des petites entreprises de textiles à la nouvelle facilité de semi-conducteurs de 1 milliard de dollars d'Intel, le seul investissement étranger le plus important du géant de la puce. En plus, contrairement à leurs 1,3 milliards de voisins vers le nord dans la République populaire de Chine, les 86 millions de vietnamiens ont fait un travail assez crédible de réduction de la pauvreté et de maintien de la cohésion sociale. Par exemple, le coefficient de Gini du Vietnam, une mesure de l'inégalité des richesses, est resté stable autour de 37, alors que celui de la Chine, actuellement 47, est de plus en plus vers le haut – l'explication semble être l'expansion soutenue de l'ancienne moyenne classe associée à une baisse de son taux de pauvreté à moins de 14 pour cent en 2007 de plus de 75 pour cent en 1990, un exploit que la Banque mondiale a décrit comme « l'une des campagnes de lutte contre la pauvreté les plus réussies ». Une campagne d'électrification nationale a fourni l'électricité à quelque 90 pour cent des foyers. Presque tous les enfants au moins commencent une éducation secondaire, avec quelque deux tiers la complétant. Un plan national d'assurance-chômage doit être introduit en 2009.

L'expérience vietnamienne montre la voie à d'autres états sortant d'un conflit et pris dans le marasme économique : avoir de fondements solides de la structure économique peut donner libre court au potentiel de croissance d'un pays.

L'expérience mondiale a démontré que les changements de la politique peuvent améliorer la capacité des entreprises à rivaliser sur la scène internationale. La transition du Salvador était basée sur la fin de la guerre civile, la stabilisation et la privatisation, tournant la localisation régionale à son avantage à travers de lourds investissements dans l'infrastructure. La Géorgie et l'Inde illustrent toutes les deux les avantages de la déréglementation. Le Vietnam révèle l'importance de la propriété privée et de la participation de la diaspora comme moyen principal de l'augmentation de la production et de l'investissement. Costa Rica montre comment diversifier tout en conservant un fort secteur de produits de bases. Tous illustrent comment le secteur privé peut être le moteur de réduction de la pauvreté, et que le gouvernement doit faciliter la transformation.

COSTA RICA : DU CAFÉ AUX PUCES D'ORDINATEUR

L'économie de Costa Rica a augmenté de 5 pour cent par an au cours des deux dernières décennies, passant d'une base agricole à une base de haute technologie et de services : du café et des bananes aux puces d'ordinateur, équipements médicaux et services de haute qualité. Il est désormais le foyer de plusieurs usines de pointe dont Intel, qui fabrique aujourd'hui un quart des puces d'ordinateurs du monde. Les exportations se sont élevées de dix pour cent par an de 870 millions de dollars il y a 25 ans à 10 milliards de dollars en 2008, ce qui est extraordinaire pour une économie de quatre millions de personnes. Cela ne s'est pas fait en négligeant l'agriculture, qui représentait autrefois deux tiers de toutes les exportations. Ce secteur aussi a diversifié et augmenté les résultats, même si sa part des exportations a chuté à 14 pour cent seulement. Costa Rica reste, aujourd'hui, le sixième plus grand exportateur de l'agriculture par habitant dans le monde. La principale leçon à retenir est que tout cela s'est basé sur une ouverture au commerce et au capital, en utilisant la tête et une bonne politique comme principaux outils. En effet, l'une des premières questions à poser dans un tel processus de réforme et de croissance, comme en témoigne le succès de Costa Rica, est celle que les pays doivent se poser : En quoi sont-ils forts ?

Bien sûr, la succession des réformes varie selon l'avantage comparé du pays et des dotations en facteurs de production. Voilà pourquoi il n'existe pas une check-list (liste de vérification) que les gouvernements peuvent utiliser pour gérer les réformes.

ACCEPTER LA DIFFÉRENTIATION

Un nombre de principes généraux peut être établi pour tous les réformateurs bien qu'ils doivent être adaptés aux circonstances locales. Certains défis africains s'étendent sur tout le continent : taux de croissance liés aux prix des matières premières, coûts élevés des services publics, l'absence d'infrastructure, une faible base de compétences et un boom démographique.

DIFFÉRENCIER L'AFRIQUE

La plus importante tendance en Afrique au cours des cinquante dernières années a peut-être été l'hétérogénéité croissante des performances économiques des pays. Botswana et l'Ile-Maurice ont réussi à améliorer, d'une façon significative, leur revenu par habitant à travers une gouvernance excellente. Ces pays ont bien fait pour leurs populations, mais ils sont si petits que leur exemple a un impact négligeable ailleurs.

Quelques autres pays – y compris le Ghana, la Namibie, le Mozambique et l'Afrique du Sud – ont institutionnalisé d'importantes améliorations au niveau de la gouvernance même s'ils n'ont pas encore connu des gains économiques importants. Un nombre beaucoup plus grand de pays africains a adopté quelques réformes économiques, mais n'a pas institutionnalisé une part suffisante du programme de la gouvernance pour développer la dynamique économique. Ces pays ont connu une croissance durant le récent boom des produits de base mais ils sont désormais confrontés à de modestes circonstances économiques depuis que les prix de leurs exportations de matières premières sont en déclin.

Il existe également un ensemble de pays africains (comme la République Démocratique du Congo, le Libéria, la Sierra Leone et le Zimbabwe) qui ont connu une détérioration considérable de leurs institutions de base puisque le conflit et la mauvaise gestion ont condamné leurs populations à une misère généralisée et souvent croissante, malgré que quelques pays (le Libéria par exemple) commencent à se frayer avec succès un chemin pour sortir de cette situation. Enfin, les producteurs de pétrole de l'Afrique (y compris l'Angola, la Guinée équatoriale et le Nigéria) sont différents, de façons significatives, des autres pays parce que les produits pétroliers sont tellement rentables en termes de recettes pour les dirigeants qu'il n'y a souvent pas de véritable motivation pour promouvoir la bonne gouvernance et la diversification de l'économie, même si le pétrole ne sera jamais suffisamment abondant pour rendre tous les pays riches.

Une telle hétérogénéité devrait guider l'engagement externe avec l'Afrique ; l'incapacité d'adopter une approche différenciée illustre également la raison pour laquelle les gains des états africains sont trop souvent négligés dans le balayage des vues externes du continent.

Il est reconnu qu'il existe différentes sortes d'états, y compris ceux qui ont fait un progrès considérable dans l'adoption des réformes économiques, ceux dont le programme des réformes est encore incomplet, et les exportateurs de pétrole qui

reçoivent tant d'argent de leurs ressources d'hydrocarbure qu'ils peuvent résister à la pression de la réforme.

Chacun de ces pays fait face à de différents défis relatifs à la réduction des coûts et à la compétitivité. Ceux qui ont déjà subi une réforme doivent à présent attirer les investissements étrangers. Les pays qui n'ont pas encore réalisé un progrès significatif au niveau des réformes devraient au moins essayer de transposer davantage de l'économie nationale dans le secteur formel. Les producteurs de pétrole et d'autres ressources naturelles doivent travailler avec diligence pour s'assurer que les recettes provenant de leurs principales exportations ne submergent pas l'économie et rendent excessivement coûteux le fait de mener des affaires ailleurs.

UN PROGRAMME POUR L'AVENIR

Objectifs de la politique de compétitivité

Le débat sur le développement ne porte plus sur l'équilibre entre l'état et le marché mais sur la nécessité d'avoir un plus grand nombre de marchés et des gouvernements plus efficaces. Il concerne les entreprises, locales et étrangères, qui rivalisent à partir de l'Afrique sur le marché mondial.

Le développement à travers la compétitivité exige :

- ◆ Une analyse de la structure des coûts de l'économie et un engagement à s'attaquer aux problèmes les plus coûteux en premier.
- ◆ La localisation de la compétitivité nationale au cœur du débat politique. La compétitivité croissante aux niveaux régional et international devrait être un principal objectif politique, et elle devrait être identifiée en tant que telle aux électeurs et disputée entre les partis politiques.
- ◆ Un processus en cours identifiant les secteurs de l'économie qui pourraient être compétitifs étant donné les continuels changements dans l'économie internationale.

Ce que les Gouvernements Africains Devraient Faire

Les gouvernements africains ont besoin d'identifier les opportunités de croissance et d'encourager un débat national sur le développement. Les citoyens devraient savoir qu'ils soutiennent une concurrence contre le reste du monde. Cela exige le changement de l'état d'esprit des décideurs politiques de développement en passant de la mise de l'accent sur l'aide et les bailleurs de fonds à l'investissement et les affaires.

REPÈRES POUR LA COMPÉTITIVITÉ

Une partie du processus de repenser le développement de l'Afrique devrait impliquer la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement des Nations Unies avec une série de repères pour la compétitivité – une forme d' « OMD pour la Compétitivité ». En intégrant des mesures d'innovation économique et d'efficacité administrative, de tels objectifs pourraient aider à fixer les conditions dans lesquelles les pays seraient en mesure de mener des affaires et, en faisant cela, *se frayer un chemin pour sortir de la pauvreté*. Cela pourrait traiter de ces indicateurs que les entrepreneurs voient comme les principaux obstacles de la gestion d'une entreprise : le coût du capital, de l'électricité, du transport, des télécommunications, des impôts, de la main-d'œuvre et de la corruption. Il pourrait s'appuyer sur et faire la synthèse du travail utile de la Banque mondiale et d'autres, y compris le Forum économique mondial, détaillant les obstacles à la conduite des affaires en Afrique par rapport aux autres et au reste du monde.

Par conséquent, les gouvernements africains devraient :

- ◆ Etre les instigateurs de leur propre débat sur le développement national.
- ◆ Allouer le temps du gouvernement pour encourager l'investissement, non pas pour négocier des paquets d'aide.
La construction d'un guichet unique pour les investisseurs, pas pour les bailleurs de fonds, est importante.
- ◆ S'assurer que les fondements macroéconomiques sont solides, y compris la rectitude budgétaire ainsi que la politique commerciale et monétaire.
- ◆ Simplifier les codes de conduite du secteur des affaires.
- ◆ Assurer la prévisibilité dans les modifications réglementaires et la politique fiscale.
- ◆ Construire un marché de crédit sain qui pourrait servir les petits et moyens clients, entreprises et entrepreneurs individuels.
- ◆ Assurer un taux de change compétitif.

ASSURER UN TAUX DE CHANGE COMPÉTITIF

Même lorsqu'un pays a réussi à atteindre une compétitivité nationale, le prix auquel les marchandises sont négociées sur les marchés internationaux est déterminé par son taux de change. Un taux de change surevalué pourrait entièrement compenser les gains de la compétitivité nationale et continuer à empêcher une promotion fructueuse de l'exportation. Presque tous les pays en développement connaissant une croissance rapide ont commencé leurs périodes de succès économique avec des taux de change à valeur compétitive et une croissance rapide de l'exportation. Le Japon, la Corée, Taiwan, le Chili et la Malaisie ont tous commencé leurs périodes de croissance rapide avec des taux de change faibles. De même, le succès économique extraordinaire de la Chine a été soutenu par une monnaie initialement faible, une croissance rapide de l'exportation et une résistance farouche contre la réduction de sa compétitivité mondiale comme résultat de l'appréciation de la monnaie. En revanche, une mauvaise performance économique a souvent été imputée à la surévaluation des taux de change dans des pays profitant des prix temporairement élevés des produits de base (ce qu'on appelle le « syndrome hollandais » - voir ci-dessous), ou des afflux de capitaux à court terme attirés par des taux d'intérêts intérieurs élevés ou un financement significatif des bailleurs de fonds.

Maintenir un taux de change compétitif exige une réaction de politique délibérée car plus les résultats à l'exportation d'un pays sont fructueux, plus sa monnaie commence à se renforcer. Les politiques empêchant l'appréciation de la monnaie comprennent les achats de réserves de change par la Banque centrale, la détention temporaire offshore des recettes en devises dans les fonds souverains afin de les utiliser plus tard, les politiques décourageant les afflux de capitaux à court terme et l'ouverture des marchés intérieurs pour encourager les importations et l'investissement à l'étranger.

En outre, les gouvernements africains devraient mettre l'accent sur :

- ◆ L'identification des secteurs de plus grand avantage comparatif, y compris le tourisme et les autres services, l'extraction des ressources naturelles, l'enrichissement et l'agriculture.
- ◆ La construction de l'infrastructure pour accroître la productivité.
- ◆ La professionnalisation (et la dépolitisation) de la fonction publique.
- ◆ Le développement des repères de la compétitivité nationale – contre le reste du monde.
- ◆ La lutte contre les monopoles – en particulier ceux qui sont politiquement connectés – en mettant toujours les intérêts des consommateurs au devant de ceux des producteurs ; ceci rend les producteurs plus compétitifs.
- ◆ La réduction des frais de légalisation et de l'activité des entreprises du secteur formel, tout en augmentant les coûts des transactions informelles continues.
- ◆ Le développement de liens avec la diaspora africaine, plutôt que la concentration sur la « fuite des cerveaux ». De tels individus clairement dynamiques devraient être engagés positivement, à la fois à améliorer la compétitivité des pays africains à travers la technologie, les flux financiers et de compétences, et à être les défenseurs de « l'Afrique » dans les pays où ils se sont installés. Dans les Etats-Unis seulement par exemple, il y a au moins 1,3 millions d'immigrants africains. Alors qu'ils ne représentent que 3,6 pour cent de tous les résidents de

l'Amérique nés à l'étranger, ils comptent pour 17,7 pour cent de toutes les arrivées légales depuis 2000.

- ◆ L'encouragement de la collecte des recettes et des impôts, principalement en augmentant les prestations à travers une meilleure infrastructure et de meilleurs services de l'Etat.
- ◆ Le développement d'une « Nouvelle Agriculture », mais en étant clair sur le soutien et l'investissement nécessaires pour réussir.

CONCENTRATION DE L'AFRIQUE SUR LA « NOUVELLE AGRICULTURE »

En dépit des avantages naturels, les pays africains ont traditionnellement présenté les plus mauvaises performances des secteurs agricoles dans le monde. Par conséquent, parmi les 48 économies de l'Afrique sub-saharienne, 35 sont des importatrices nettes de produits alimentaires. Alors que, par exemple, les pays de l'Asie de l'Est ont triplé les rendements agricoles au cours des quatre dernières décennies, l'Afrique a pris du retard, avec des rendements qui restent plus ou moins plats.

Une faible productivité associée à la mauvaise qualité des infrastructures et la faiblesse des marchés intérieurs constituent une menace au développement africain en rendant plus difficile l'exportation des surplus aux cités. Associé aux prix élevés des produits alimentaires, cela pourrait avoir un effet plus pernicieux comme catalyseur de la tension politique, surtout en milieu urbain.

Mais beaucoup de choses sont connues aujourd'hui sur la façon de créer les conditions pour une « Révolution Verte ». Elle nécessite, tel que résumés par la Fondation Rockefeller, les éléments suivants :

- ◆ Des cultures et des engrais plus productifs, développés à travers la recherche appliquée ;
- ◆ Des talents locaux en sciences végétales, en agriculture, en politique agricole et en affaires ;
- ◆ L'engagement national des gouvernements nationaux ;
- ◆ La collaboration des secteurs public et privé dans les domaines de l'infrastructure, de l'eau, de l'irrigation et de l'environnement ; et
- ◆ La construction des marchés.

La relation directe entre les performances de l'agriculture et le commerce devrait être accentuée. Pour presque la moitié des pays sub-sahariens, les paiements de transport absorbent plus de 20 pour cent des recettes en devises provenant de l'exportation. Pour certains pays sans littoral, ces coûts absorbent plus de 50 pour cent. L'impact négatif de la mauvaise infrastructure de transport sur le développement rural est particulièrement significatif, ce qui rend difficile pour les agriculteurs africains de se spécialiser dans des cultures de grande valeur destinées à l'exportation. Ceux-là ne sont pas seulement des *frais de transport* dus à une mauvaise infrastructure, mais des *coûts du commerce* provoqués par des procédures douanières et de dédouanement inefficaces, qui sont le produit d'une bureaucratie dominante et inefficace, d'un état d'esprit non compétitif et d'un environnement de politique.

La hausse des prix des denrées alimentaires, dont une partie n'est pas susceptible d'être inversée, présente l'Afrique avec une combinaison paradoxale de crise politique et, si l'agriculture est relancée, des opportunités économiques pour 180 millions de petits agriculteurs. Ce serait un drame si la crise est confrontée, mais l'occasion manquée.

Le Rôle du Secteur Privé et des Acteurs Non-Gouvernementaux

La compétitivité nationale dépend de la politique et de l'action du gouvernement. Mais les organisations non-gouvernementales, les fondations et les philanthropes peuvent venir en aide.

La société civile peut créer l'élan pour aboutir au changement et travailler pour maîtriser le pouvoir exécutif. Mais les organisations de la société civile ont également besoin de :

- ◆ Rationaliser et accepter des codes de conduite pour les entreprises et les autres acteurs comme les organisations non-gouvernementales, tout en notant le besoin nationale d'une plus grande compétitivité à travers des coûts réduits pour gérer des affaires.
- ◆ Jouer un plus grand rôle dans l'éducation économique et dans le soutien des entrepreneurs individuels pour qu'ils développent leurs plans d'affaires.
- ◆ Eduquer les législateurs et les personnels parlementaires en ce qui concerne les aspects juridiques et réglementaires d'un environnement commercial concurrentiel.

- ◆ Montrer les moyens de protection des consommateurs, des travailleurs et l'environnement sans l'imposition des coûts prohibitifs sur les entreprises.
- ◆ Concentrer l'attention de la politique sur le fossé urbain-rural.

Comment Mieux Gérer l'Aide

Puisque le développement est un processus politique, son succès dépend de la propriété locale ; ce sont les décideurs politiques de l'Afrique qui doivent fixer les priorités et non pas les donateurs. Les priorités doivent être identifiées selon les circonstances de chaque pays. Tout en trouvant un équilibre entre ce dont les gouvernements ont besoin et ce que les donateurs veulent donner, les pays donateurs doivent :

- ◆ Soutenir la croissance nationale et les programmes de réduction des coûts, en évitant la forte envie de les concevoir de l'extérieur ou de rechercher des solutions politiques « parfaites ».
- ◆ Avec les institutions financières internationales, prendre soin de ne pas limiter les dépenses du gouvernement qui sont essentielles au progrès économique.
- ◆ Coopérer avec le secteur privé dans la fourniture de l'infrastructure.
- ◆ Reconnaître et éviter d'autres effets secondaires négatifs et flux d'aide, y compris le « syndrome hollandais » et l'inflation des taux de change avec l'orientation des ressources vers les bailleurs de fonds plutôt que vers les préoccupations et les besoins des entreprises.

EVITER LE « SYNDROME HOLLANDAIS »

L'expression « Syndrome Hollandais » trouve ses origines dans une crise aux Pays-Bas dans les années 1960 qui a résultée des découvertes de gisements de gaz dans la Mer du Nord, provoquant la hausse du florin néerlandais et rendant les exportations de tous les produits non pétroliers moins compétitives sur le marché mondial. La même situation a eu lieu en Grande-Bretagne dans les années 1970 comme résultat du pétrole en Mer du Nord. Alors que le syndrome hollandais est avant tout associé à l'impact des ressources naturelles et est préoccupant surtout pour les pays africains riches en ressources, il peut résulter d'une hausse considérable en devises étrangères, y compris l'investissement étranger direct et l'aide des donateurs. L'augmentation des importations et la diminution des exportations causée par l'augmentation du taux de change réel peuvent contribuer à la fabrication d'emplois en cours de transfert vers des pays à moindre coût.

Il existe trois façons fondamentales de réduire la menace du syndrome hollandais :

Premièrement, en ralentissant l'appréciation du taux de change réel à travers la « stérilisation » des revenus, et non pas en mettant tous les revenus dans le pays à la fois, et en les épargnant et les dispersant d'une manière qui assure un flux de revenu stable. La deuxième stratégie pour éviter l'appréciation du taux de change réel est d'accroître l'épargne intérieure dans l'économie afin de réduire les grands flux de capitaux. Cela est possible si le pays gère un excédent budgétaire. Un pays peut encourager les individus et les entreprises à épargner plus en réduisant le revenu et les impôts sur les profits. L'accroissement de l'épargne peut réduire la nécessité des prêts pour financer les déficits publics et l'investissement étranger direct. La troisième façon est de renforcer la compétitivité du secteur manufacturier, en augmentant les investissements dans l'éducation et l'infrastructure.

En général, la clé pour éviter le syndrome hollandais est la gouvernance. La meilleure façon d'éviter la manipulation et l'exploitation économiques et la surévaluation de la monnaie est d'assurer des fondements économiques solides : une forte politique monétaire, des régimes de commerce et d'investissement ouverts, des lois contre la corruption mises en application d'une façon transparente, un état de droit et des investissements à long terme dans la population, la santé et l'infrastructure.

VERS UNE AFRIQUE COMPÉTITIVE

L'Afrique peut se forger une voie vers le succès économique en construisant « des coalitions de croissance » tout autour du continent. Cela représente un défi sans précédent : l'Afrique devrait déblayer une grande série d'obstacles à la réforme et à l'investissement public dans un court délai, à comparer avec l'histoire de la croissance

économique en Europe ou même en Asie. En plus, l'Afrique devrait le faire à un moment d'instabilité économique mondiale.

CONSTRUIRE DES COALITIONS DE CROISSANCE EN AFRIQUE

La croissance en Afrique a surtout été une fonction des prix mondiaux des produits de base. Elle est loin d'être une force autonome basée sur le développement et l'application du capital humain à la production pour les marchés mondiaux – le conducteur de la croissance à long terme ailleurs,

Cela doit changer. Mais chaque pays est un stade bondé de joueurs nationaux, d'organismes d'aide bilatérale, d'organisations multilatérales, d'ONG, de consultants, de fondations de développement et de gouvernements étrangers. La cacophonie peut submerger et désorienter, et devient souvent une source de clientélisme du pouvoir politique plutôt que d'être, comme elle était destinée, une source de financement et de conseils du développement. Au lieu de mettre l'accent sur la croissance, ces institutions souvent détournent l'attention des dirigeants politiques des vrais problèmes.

Le monde est maintenant dans la cinquième décennie du soutien international du développement pour l'Afrique et des modèles sont en train d'émerger. Ces modèles sont le résultat de tendances similaires de la réflexion et des activités des grandes organisations internationales d'aide. Généralement parlant, l'histoire de l'aide au développement peut être résumée comme une mise successive de l'accent sur la fourniture de *ressources* (du milieu des années 1960 au milieu des années 1980), sur la fourniture de *politiques* (du milieu des années 1980 à environ 2000) et sur la construction de la *capacité* pour mettre en œuvre ces politiques (de 1995 à 2005). Au cours des dernières années, l'accent a été remis sur les *ressources* avec la mode des objectifs quantitatifs fixés dans les forums internationaux, se traduisant par une aide budgétaire à grande échelle dans la région.

Ce cycle est susceptible de continuer et les résultats seront décevants. Cela ne revient pas à un raisonnement économique défectueux de la part des grands bailleurs de fonds : les ressources, les politiques et la capacité de mise en œuvre sont en effet les instruments à travers lesquels la croissance pourrait être réalisée. Mais si les dirigeants d'un pays ont d'autres priorités, ces apports ne pourront toujours pas produire des résultats.

Voici la dimension manquante : les priorités des groupes dirigeants. Avec la croissance comme priorité, les ressources peuvent être mobilisées, les politiques rédigées et de nouvelles solutions peuvent être exercées afin d'aider à la mise en œuvre. Lorsque d'autres priorités prévalent, la croissance est entravée par des moyens qui peuvent être difficiles à comprendre pour les étrangers. Tout amène à un problème avec la priorité donnée à la croissance, indiquant, à son tour, que la coalition nécessaire pour gouverner est détenue par d'autres choses, mais pas par un programme de croissance. Les motifs politiques sont toujours mixtes, mais uniquement là où un pays jouit d'une coalition de croissance nationale suffisamment solide est-il probable que la politique publique axée sur la croissance soit poursuivie avec vigueur et détermination.

Il n'est pas surprenant que les organisations bilatérales et multilatérales ne réussissent pas à construire des coalitions de croissance. Ces organisations sont essentiellement technocratiques et sont limitées par l'étiquette de la souveraineté. Cependant, la construction d'une coalition est un exercice essentiellement politique.

La seule façon de réaliser la prospérité et la stabilité en Afrique c'est lorsque les entrepreneurs du continent, libérés par le gouvernement, commencent à apprendre ce qu'ils peuvent vendre au monde mieux que les autres nations. Le succès exigera l'action du gouvernement : de grands investissements dans le capital humain et physique, avec une politique visant spécifiquement la réduction des coûts et des contraintes sur la conduite des affaires.

Les donateurs doivent maîtriser l'impulsion de répondre à toutes les questions clés au nom de l'Afrique. Ce qui importe le plus c'est ce que l'Afrique pourrait faire pour elle-même, même si cela semble être moindre de ce qui pourrait être fait pour elle. Seuls les gouvernements africains agissant de concert avec les entreprises, les législateurs et la société civile peuvent créer la coalition politique qui sera nécessaire au long du chemin difficile du développement.

Dans plusieurs pays africains, le dialogue sur la réforme et la prospérité doit encore commencer. Le Consensus du Lac Kivu est une marche sur cette échelle.

Annexe : Les Participants^{1*}

Alan Gelb	Banque mondiale : Washington DC, Afrique du Sud
Alberto Trejos	INCAE, Costa Rica
Alex Sokoloff	Ambassade des Etats-Unis: Rwanda, Etats-Unis
Andres Rozental	Conseil des relations étrangères, Mexique
Andrew Rugasira	Good African Coffee, Ouganda
Ann Bernstein	Centre pour le Développement des Entreprises, Afrique du Sud
Annette Schwarzbauer	Konrad Adenauer Stiftung, Allemagne
Antoinette Mokoghloa	Pamuzinda Productions, Afrique du Sud
Anton Bosl	Konrad Adenauer Stiftung : Namibie, Allemagne
Betty Maina	Association des Manufacturiers, Kenya
Casper Klyngre	Commission pour l'Afrique, Danemark
Dan Makokera*	Pamuzinda Productions, Zimbabwe
Dianna Games	Africa@work: Afrique du Sud, Zimbabwe
Erastus Mwencha	Commission de l'Union africaine : Ethiopie, Tanzanie
Fatima Harrak	Institut d'Etudes Africaines, Université Mohammed V, Maroc
Frank Spengler	Konrad Adenauer Stiftung, Allemagne
Greg Mills*	La Fondation Brenthurst, Afrique du Sud
Holger Hansen*	Centre d'études africaines, Université de Copenhague. Danemark
Hyuha Mukwanason	African Economic Research Consortium: Kenya, Ouganda
James Kibera*	Mzima Ltd, Kenya
Jeffrey Herbst*	Université de Miami, Etats-Unis
Jennifer Oppenheimer	La Fondation Brenthurst, Afrique du Sud, Etats-Unis
John Williamson	Peterson Institute for International Economics, Royaume-Uni
Jonathan Oppenheimer	DB Investments, Afrique du Sud
Kipyego Cheluget	Foreign Service Training Institute, Kenya
Klaus Rudischhauser	Commission européenne: Bruxelles, Allemagne
Mark Bellamy	Centre des études stratégiques de l'Afrique, Etats-Unis
Markus Lackamp	Programmes et Analyses Politiques : Union chrétienne-démocrate, Allemagne
Martin Kimani*	<i>The East African</i> , Kenya
Mauro De Lorenzo*	American Enterprise Institute, Etats-Unis
Michael Spicer*	Business Leadership SA, Afrique du Sud
Mohammed Dahbi	Université Al Akhawayn, Maroc
Morten Elkjaer	Commission pour l'Afrique, Danemark
Mundia Kabinga	Université de Copperbelt, Zambie
Natty B Davis	Conseillère présidentielle et Ministre, Libéria
Patrick Mazimhaka*	La Fondation Brenthurst, Rwanda
Paul Kagame	Président, Rwanda
J Peter Pham*	James Madison University, Etats-Unis
Peter Zeng	Institut chinois pour les relations internationales contemporaines, Chine
Robert Sithebe*	KPMG, Swaziland
Sheila Khama	De Beers, Botswana
Simon Rutega	Uganda Securities Exchange, Ouganda
Stefan Mair	Stiftung Wissenschaft und Politik, Allemagne
Stephan Malherbe*	Genesis Analytics, Afrique du Sud
Stephen Karingi	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique : Ethiopie, Kenya
Steve Caley	Fina Bank : Rwanda, Royaume-Uni
Stuart Symington	Ambassadeur au Rwanda, Etats-Unis
Tan Khee Giap	S Rajaratnam School of International Studies, Singapour
Terence McNamee*	Royal United Services Institute: Royaume-Uni, Etats-Unis
Thomas Claiborne	E Oppenheimer & Son : Afrique du Sud, Etats-Unis
Thomas Nzaritimana*	TransAfrica Resources : Afrique du Sud, République démocratique du Congo
Thomas Vester Nielsen	BankInvest, Danemark
TN Ninan	<i>Business Standard</i> , Inde
Tumenta Kennedy	Wittenberg Center for Global Ethics: Allemagne, Cameroun
Victor Ngezayo	Groupe Ngezayo, République démocratique du Congo
Witney Schneidman	Schneidman and Associates, Etats-Unis

^{1*} Dénote la présence aux deux réunions à Côme et Kivu en mai et décembre 2008 respectivement ; sans astérisque indique la participation à une seule réunion. Le dernier pays mentionné fait référence à l'origine nationale du participant.